

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OSIRIS GIE

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 Roussillon

Références : 2025 - Is049SPF
Code AIOT : 0006105221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement OSIRIS GIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OSIRIS GIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon
- Code AIOT : 0006105221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GIE OSIRIS est un gestionnaire de services et d'infrastructures mutualisés de la plateforme chimique des Roches-Roussillon. Une charte HSE, signée par les différents partenaires de la plateforme des Roches-Roussillon, définit les responsabilités de chacun en matière d'hygiène, sécurité et environnement. Les services proposés par OSIRIS auprès des entreprises de la plateforme sont obligatoires (sécurité dont défense incendie, sûreté et environnement, santé au travail, énergie et utilités, trafic fer et route...) ou optionnels (contrôles analytiques, maintenance, informatique...). En terme d'installations, le GIE OSIRIS possède entre autre des chaudières et une station d'épuration.

Sur le plan administratif, le site est classé à autorisation pour plusieurs de ces activités :

- déchargement et chargement de liquides inflammables sur la station Trèfle,
- présence de déchets dangereux,
- présence d'une station d'épuration et d'installations de traitement des déchets,
- présence d'installations de combustion...

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les émissions dans l'air par les chaudières ;
- les rejets aqueux dans le Rhône liés aux rejets industriels ou en cas d'incident;

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Mise en demeure, produits chimiques, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Mise en demeure, produits chimiques, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Interdiction à	Règlement	/	Demande d'action	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants		corrective	
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Demande d'action corrective	12 mois
7	Toxicité des rejets aqueux	AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	10 mois
8	Emissions diffuses de COV	AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.2. et 3.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'Inspection des Installations Classées formule 8 demandes d'actions correctives et propose de mettre en demeure l'exploitant sur la présence de 2 substances PFAS non autorisées dans ses mousses incendies (PFOS et PFHxS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : L'exploitant a fourni un rapport d'analyse réalisée par la société Vanrullen-Uniser daté du 3 mars 2022. Ce rapport fait état de la détection des PFAS par la méthode pré TOPA (Total Oxidisable Precursor) sur les échantillons d'émulseurs présents sur la plateforme de Roussillon. Cette méthode ne tient pas compte des produits apparentés. L'exploitant a indiqué que dans cette analyse, 16 stockages sont identifiés mais seulement 7 appartiennent à Osiris, les autres étant la propriété de deux autres exploitants de la plateforme. L'Inspection s'est donc concentrée sur les 7 stockages de mousse incendie d'Osiris. Concernant les PFOS (=SPFO), les résultats indiquent que : - 3 stockages ont des traces de PFOS < 10 mg/kg - 4 cuves (Bât 603 cuve 6 et 10, bât 604 cuve 1 et 2) ont des valeurs élevées en PFOS (concentration de 25 à 97 mg/kg). Ce n'est pas conforme. Pour rappel, l'utilisation de telles substance est interdite depuis 2010. L'exploitant a indiqué mettre en place un plan de remplacement de toutes les mousses incendie contenant du fluor durant l'année 2025. L'exploitant est mis en demeure de substituer et de traiter les mousses, y compris de nettoyer les systèmes. L'Inspection demande à suivre le remplacement des émulseurs au fluor dans un plan d'action concernant la substitution des émulseurs (y compris le nettoyage des systèmes et d'adéquation du nouvel émulseur aux dispositifs de lutte contre l'incendie) et l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage (incluant, le cas échéant, le stockage temporaire sur site).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant doit substituer et traiter les mousses contenant des PFOS et nettoyer les systèmes de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les PFHxS, les résultats indiquent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 stockages ont des traces de PFHxS < 0,1 mg/kg - 5 stockages ont des valeurs élevées en PFHxS et ses sels. Ce n'est pas satisfaisant. <p>L'exploitant a indiqué qu'un stockage non conforme est un Véhicule Mousse Raffinerie qui a 30 ans et qui va être remplacé (ainsi que les mousses qu'il contient) en janvier 2026. Les autres émulseurs vont aussi être remplacés en 2025 selon le plan en vigueur.</p> <p>Pour rappel, l'utilisation de telles substance est interdite depuis 2023.</p> <p>L'exploitant est mis en demeure de substituer et de traiter les mousses, y compris de nettoyer les systèmes.</p> <p>L'Inspection demande à suivre le remplacement des émulseurs au fluor dans un plan d'action concernant la substitution des émulseurs (y compris le nettoyage des systèmes et d'adéquation du nouvel émulseur aux dispositifs de lutte contre l'incendie) et l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage (incluant, le cas échéant, le stockage temporaire sur site).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant doit substituer et traiter les mousses contenant des PFHxS et nettoyer les systèmes de stockage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.
Constats : Concernant les PFOA, les résultats indiquent que : - 1 seule cuve (VMR 85) a des traces de PFOA <0,025mg/kg ; - les 6 autres cuves ont des valeurs supérieures à 0 ,025 mg/kg en PFOA et ses sels, allant jusqu'à 35 mg/kg pour la cuve Suez réservoir 6. Pour rappel, l'utilisation de telles substance n'est autorisée que jusqu'au 4 juillet 2025 pour les feux combustibles liquides (feux de classe B). L'Inspection demande à suivre le remplacement des émulseurs au fluor dans un plan d'action (conformément aux points de contrôle 1 et 2) qui permettra de respecter les conditions de cette interdiction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective n°3 :</u> L'exploitant doit faire éliminer les mousses contenant des PFOA et nettoyer les systèmes de stockage. Il s'assurera que les mousses anti-incendie de substitution (cf constats précédents) ne contiendront pas de PFOA.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'il a participé à un recensement des stockages d'émulseurs (volume, marque, et composition chimique) en ligne pour France Chimie le 25 juin 2024. Il n'a pas pu justifier qu'il a fait un tel recensement auprès de l'autorité compétente pour le règlement concernant les polluants organiques persistants (DGPR - direction générale de la prévention des risques).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Demande d'action corrective n°4 : Pour l'année 2025, l'exploitant communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks, au moyen du fichier de notification des stocks proposé par l'inspectrice par mail le 04/04/2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les</p>

<p>feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
<p>Constats :</p> <p>Concernant les PFCA C9-C14, les résultats montrent que les concentrations en PFCA C9-C14 sont tous en dessous de la LQ, sauf pour le PFCA C9 qui est retrouvé dans les stockages du bâtiment 603 (cuve 1, 2 et 6), .</p> <p>Pour rappel, l'utilisation de telles substance est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour les feux combustibles liquides (feux de classe B), sauf pour les formations et certains essais.</p> <p>L'Inspection demande à suivre le remplacement des émulseurs au fluor dans un plan d'action (conformément aux points de contrôle 1 et 2) qui permettra de respecter les conditions de cette interdiction</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°5</u> : L'exploitant doit faire éliminer les mousses contenant des PFCA et nettoyer les systèmes de stockage. Il s'assurera que les mousses anti-incendie de substitution (cf constats précédents) ne contiendront pas de PFCA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans:</p> <p>a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues;</p> <p>b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p>

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

Constats :

Concernant les PFHxA, les résultats montrent que ce composant est retrouvé dans toutes les cuves testées à des concentrations entre 200 et 51 000 ppb (µg/kg).

L'Inspection rappelle à l'exploitant que l'utilisation en formation et pour des essais de ce composant sera interdite **à partir du 10 avril 2026**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°6 : Dans le cadre de la substitution prévue aux points de contrôle précédents, l'exploitant s'assurera que les équipements ne sont plus contaminés par le PFHxA et que les mousses anti-incendie de substitution permettent à l'exploitant de respecter la restriction.

Si l'exploitant prévoit d'utiliser en 2026 un émulseur de substitution avec PFHxA, et si des formations régulières des salariés et la réalisation des essais étaient prévues dans le cadre de la préparation au risque d'incendie avec L'exploitant devra fournir d'ici avril 2026 les mesures compensatoires mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Toxicité des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Etude technique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, les quatre études détaillées ci-après. [...] Les résultats des études techniques sont transmis à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, accompagnés des propositions de l'exploitant concernant le suivi des rejets de l'installation de traitement biologique Trèfle.

4.5.11.1. Toxicité des rejets aqueux

Cette étude comprend a minima une caractérisation initiale des rejets, une analyse des risques et

une proposition de surveillance des rejets (méthodologie, fréquence) définie par l'exploitant selon les conclusions de l'étude.

Elle porte sur la pertinence du suivi des paramètres suivants, de manière individuelle ou combinée :

- œufs de poissons - danio rerio (EN ISO 15088),
- daphnies - daphnia magna straus (EN ISO 6341),
- bactéries luminescentes - vibrio fischeri (EN ISO 11348-1, EN ISO 11348-2 ou EN ISO 11348-3),
- lentilles d'eau - lemna minor (EN ISO 20079),
- algues (EN ISO 8692, EN ISO 10253 ou EN ISO 10710).

Constats :

Pour rappel, l'exploitant a fourni à l'inspection une étude d'écotoxicité des rejets datant du 4 octobre 2022 et réalisée par le bureau d'étude GINGER BURGEAP.

Le rapport conclut sur :

- une absence de toxicité sur les 5 paramètres au **rejet général** (expliqué par la dilution des rejets avec les eaux de refroidissement de la plateforme)
- une toxicité avérée sur 4 des 5 paramètres en sortie de la **station Trèfle** (voir courrier d'Osiris du 25/11/2022).

Il avait été demandé à l'exploitant :

Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant devra mettre en place une étude technico-économique visant à proposer une solution pertinente pour réduire la toxicité au rejet de la station Trèfle, via notamment une analyse des risques sanitaires et environnementaux sur la base de molécules préalablement identifiées et quantifiées par OSIRIS. Une surveillance du rejet devra être proposée.

Dans sa réponse du 6 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que l'analyse des risques sanitaires et environnementaux a été réalisée. Cette étude conclue notamment sur un risque inacceptable pour le milieu eau de certains composés. Le bureau d'étude préconise notamment :

- de réaliser une recherche bibliographique pour comprendre d'où proviennent le mercure et les HAP,
- d'analyser à minima les traceurs identifiés comme présentant un risque inacceptable, dans l'effluent général et dans le canal de dérivation du Rhône :
- cuivre, (mercure et fluoranthène si produit par la plate-forme) sur le compartiment eau et sédiment, à une fréquence minimale saisonnière (4 fois par an), dans l'effluent général et le canal de dérivation, soit 3 stations (amont/aval canal de dérivation et aval effluent général).
- Un suivi des substances ayant déjà présenté des dépassements mais n'ayant pas de PNEC (pour lesquelles le calcul de risque n'a pu être réalisé), peut être mis en place. Cela concernerait le chrysène, le benzo(a)pyrène, le benzo(b)fluoranthène, le benzo(g,h,i)pérylène, le phénanthrène et le pyrène (si produits par la plate-forme).

Sur ce point, Osiris a mis en place les actions suivantes :

- Suivi des rejets de HAP à la sortie de la station Trèfle depuis le 2 trimestre 2015 : les résultats des 39 campagnes montrent que les concentrations en HAP sont en dessous des limites de quantification.
- Suivi des métaux au titre de l'autosurveillance (cuivre, nickel, chrome et zinc). Pas de dépassements ont été observés.

Dans sa réponse du 11 décembre 2024, l'exploitant a aussi indiqué qu'une étude complémentaire menée par le laboratoire Carso le 18 novembre 2024 montre qu'un seul indicateur est finalement pertinent pour observer l'écotoxicité de l'effluent (**œuf de poisson zèbre**).

L'Inspection rappelle que l'arrêté préfectoral d'Osiris prescrit les études suivantes :

- Caractérisation initiale des rejets,
- Analyse des risques
- Proposition de surveillance des rejets (méthodologie, fréquence) définie par l'exploitant selon les conclusions de l'étude.

Sur ce point, l'exploitant n'a toujours pas fourni de proposition de surveillance des rejets. Ce n'est pas conforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois

N° 8 : Emissions diffuses de COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.2. et 3.

Thème(s) : Risques chroniques, Etude technique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, les quatre études détaillées ci-après. [...] Les résultats des études techniques sont transmis à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, accompagnés des propositions de l'exploitant concernant le suivi des rejets de l'installation de traitement biologique Trèfle.

4.5.11.2 Émissions diffuses de COV

Cette étude comprend une définition des sources pertinentes d'émission de COV au sein de l'installation Trèfle, la caractérisation des COV susceptibles d'être émis ainsi qu'une proposition

de suivi (méthodologie, fréquence) des émissions pour chacune des sources identifiées. OSIRIS GIE propose également Un programme de réduction des émissions de COV.

4.5.11.3 Émissions d'odeurs

Cette étude comprend une définition des sources pertinentes d'émission d'odeurs au sein de l'installation Trèfle ainsi qu'une proposition de suivi (méthodologie selon les normes EN, fréquence) des émissions pour chacune des sources identifiées.

Constats :

Pour rappel, suite à la conclusion de l'étude des émissions de COV au sein de l'installation Trèfle et lors de l'inspection du 13 juin 2023, il avait été demandé l'action corrective suivante sur la colonne de traitement de l'air d'aération du stockeur de boues :

Demande d'action corrective n°7 : L'exploitant doit respecter les valeurs d'émissions limites en COV prescrites dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (20 mg/m3).

L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place un filtre au charbon actif comme discuté lors de la dernière inspection.

Néanmoins, il a indiqué qu'il compte supprimer son stockage de boues, responsable des émissions importantes de COV sur son site. L'exploitant a indiqué que ce projet de by-pass du stockeur de boue devrait être opérationnel sous un mois. La colonne doit être mise hors circuit et démolie.

L'exploitant doit avertir l'Inspection de la bonne mise en place de ce by-pass.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°8 : L'exploitant avertira l'Inspection des Installations Classées de la bonne mise en place du by-pass permettant de supprimer l'utilisation de son stockeur de boues avant fin avril 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois